

LUNDI 15 SEPTEMBRE 2014

- = Un monde inconnu donc imprévisible p.1
- = La spoliation plutôt que le chaos p.5
- = Les sanctions contre Moscou vont geler de gros projets pétroliers p.9
- = « Attention aux dangers d'épidémie de Moscovidose !... » p.12
- = Ruptures technologiques... p.18
- = Chantage à la peur, arrogance et menaces... p.20
- = Le Pacte d'Instabilité et de dépression p.21
- = L'INDIGESTION AU RISQUE p.24
- = AMICALE CONVERSATION AVEC UN BANQUIER SUIVIE DE REBONDISSEMENTS DIVERS ET DE CONSIDÉRATIONS AMÈRES p.26
- = Epidémie Ebola le 15 septembre 2014... p.29
- = Eviter une erreur politique et économique historique p.30
- = Une économie de maison de repos ? p.31
- = La déflation mettrait les banques en difficulté p.33
- = Deutsche Bank: 'Seule une bulle peut maintenir le système financier actuel' p.34
- = En 2050, la météo sera présentée comme un film de science-fiction apocalyptique p.36
- = Désormais, la Russie limite aussi ses livraisons de gaz à l'Autriche p.37
- = Medias, propagande et aliénation de l'esprit critique p.38



Un monde inconnu donc imprévisible

Pierre Leconte Forum monétaire de Genève 12 septembre

Tout ce qui est en train de se produire dans le monde actuel, qu'il s'agisse de politique, d'économie ou de finances, étant radicalement nouveau donc inconnu, il n'est plus possible, pour tenter de comprendre les tenants et aboutissants de la plupart des phénomènes de marchés actuels, d'avoir recours à des logiciels anciens puisque tout cela ne s'est jamais produit auparavant à de telles échelles. Jamais des banquiers centraux complètement illuminés, pratiquant des politiques monétaires ultra laxistes sur longue période, qui ont échoué à faire repartir la croissance mais dont ils n'ont aucune idée où elles conduiront le monde, ne se sont trouvés en situation de décider seuls, sans avoir à en rendre compte aux gouvernements ou aux citoyens, de la plupart des paramètres economico-monnaïres. Ce qui veut dire que les supposés « marchés » financiers sont la proie de tous les manipulateurs qui, selon leur humeur du moment, les propulsent au ciel ou les font tomber aux enfers.

D'autant que le chaos géopolitique international et la chute libre de la crédibilité des principaux dirigeants politiques nationaux (du démagogue

Barack Obama au pitoyable François Hollande en passant par plusieurs autres) ajoutent aux incertitudes.

La seule réalité tangible étant que les USA, et les Européens (via l'OTAN), se sont engagés dans la grande confrontation avec les BRICS, la Russie d'abord, qu'ils veulent « casser » dans leur ascension, afin de conserver le plus longtemps possible leur précaire leadership occidental. Et continuent d'en découdre avec le monde musulman sans savoir quels y sont leurs vrais alliés ou leurs vrais ennemis, tant la confrontation entre sunnites, chiites et djihadistes est devenue complexe. Au risque plus que probable que tout cela leur revienne comme autant de boomerangs en les déstabilisant pour longtemps (les sanctions contre la Russie étant tout aussi économiquement pénalisantes pour ce pays que pour les USA et les Etats européens et l'escalade militaire au Moyen Orient leur faisant courir le risque que leurs nationaux djihadistes, de retour de la « Guerre Sainte », commettent des attentats en Occident, ce qui pose le problème de l'acceptation d'islamistes radicaux au sein des USA et des Etats européens) .

A cet égard, armer certaines factions ou certains pays les uns contre les autres est dangereux parce que c'est le meilleur moyen que ces armes se retrouvent chez ceux que l'on voulait initialement affaiblir. L'« État islamique en Irak et au Levant » (EIIL) n'existerait pas si les Occidentaux n'avaient pas armé, pendant que l'Arabie Saoudite et le Qatar les finançaient, les adversaires de la Syrie ou les révolutionnaires libyens et autres partisans fanatiques engagés dans les « printemps » arabes qui n'ont pas installé des « démocraties » mais cassés des régimes bien plus stables et pro-occidentaux que les actuels (en Égypte par exemple avant que le général Al Sissi réussisse à renverser les « frères musulmans »). Détruire le régime syrien de Bachar El Assad n'amènera pas la paix en Syrie-Liban-Irak, au même titre que détruire le régime libyen de Mouamar Khadafi n'a pas amené la paix en Libye et en Afrique centrale ou du Nord... Les Chrétiens d'Orient (dont Saddam Hussein et les Assad père et fils étaient les meilleurs protecteurs) ne seront pas sauvés et le conflit s'étendra encore lorsque les Kurdes créeront, avec l'aide des grandes compagnies pétrolières US et européennes, un Grand Kurdistan englobant une partie de l'Irak, de la Syrie, de l'Iran et de la Turquie, ces deux derniers Etats n'ayant aucune intention de les laisser faire. Le risque que l'EIIL se retourne par ailleurs contre son protecteur saoudien étant loin d'être négligeable, on mesure combien toute fausse manoeuvre supplémentaire

occidentale dans la région aurait des effets globaux désastreux.

Les taux d'intérêts à moyen et long termes étant sans aucune raison valable en train de remonter aux USA et dans l'Union européenne, nous avons pris les profits sur près de la moitié de nos achats d'obligations d'Etat (comme le TLT ou le TMF et d'autres) sur lesquelles nous sommes longs depuis fin 2013, pour augmenter notre cash en attendant de voir ce qu'il va se produire. Quant au dollar US, continuant sa progression, sans que l'on puisse dire si elle est en phase terminale ou pas, il empêche l'or et l'argent-métal, sur lesquels nous n'avons évidemment plus de positions, de remonter sans toutefois les faire chuter en dessous de leurs plus bas de 2013 (dont ils sont très proches) pour le moment. Les actions, sur lesquelles nous gardons des positions shorts limitées, de leur côté, ne montent plus mais, pour autant, ne corrigent toujours pas notablement à la baisse. La plupart des marchés sont comme « suspendus » dans des états précaires en l'attente de nouveaux développements imprévisibles...

Double top baissier sur la plupart des marchés d'actions US et européens:



Les intervenants sur les marchés obligataires n'étant pas convaincus que

Draghi puisse engager la BCE dans un vaste programme d'achat d'ABS, auquel l'Allemagne et la Bundesbank s'opposent, comme craignant qu'un éventuel « oui » des Écossais à leur référendum d'indépendance, faisant tâche d'huile à d'autres Etats que le Royaume-Uni (Espagne, Belgique, Italie, Canada... par exemples), les dettes publiques de ces derniers deviennent ingérables, nonobstant la supposée reprise économique US qui conduirait la Federal Reserve à relever ses taux courts, croient à nouveau que les taux d'intérêt à moyen et long termes vont fortement remonter.

Ce en quoi, à notre avis, ils se trompent parce que, nonobstant le bluff de Draghi et la volonté d'autonomie de plusieurs régions voulant sortir de leurs États-nations, la plupart des pays continuent leur course insensée vers les taux d'intérêt courts zéro ou négatifs (la Suisse y vient aussi), parce que la stagnation-récession- déflation (induisant chômage de masse et chute des salaires) est installée pour longtemps et parce que la correction des actions (prévue pour octobre-novembre) se rapproche dans un contexte de « Guerre des monnaies ». Sans compter que l'Union européenne est à nouveau en situation de délitement institutionnel et que les questions russo-ukrainienne et israélo-palestinienne ne sont en rien réglées (même si l'on doit se réjouir des cessez le feu) alors que les USA, sous la conduite de leur glorieux Prix Nobel pour la paix B. Obama, sont repartis pour un nouvel enlèvement militaire à la George Bush en Irak et Syrie en toute illégalité (parce que sans mandat express de l'ONU) qui fera des milliers de nouveaux morts et blessés inutiles, tout cela étant de nature à pousser les investisseurs à rechercher la « sécurité » relative du placement en obligations d'Etat (US surtout et accessoirement allemandes). D'autant que la Federal Reserve US de Janet Yellen, même si elle cesse prochainement le Quantitative Easing par souci de diminuer son bilan hypertrophié (cessation historiquement bien plus dommageable aux actions qu'aux obligations), n'a aucune intention de relever ses taux courts, compte tenu de la précarité de l'emploi et de l'aggravation des inégalités de revenus aux USA, comme des dégâts que cela occasionnerait à la plupart des « marchés » financiers et aux budgets étatiques dont les déficits sont béants qui deviendraient hors de contrôle.

Toute l'inutilité et la perversité des politiques des banques centrales, quant à leur fixation de taux d'intérêt à court terme à zéro voire négatifs et quant à leur création monétaire ultra massive, sont illustrées par les graphiques contenus dans le lien ci-dessous montrant qu'il n'y a aucune augmentation du crédit bancaire ou de l'investissement, parce que lesdites politiques ne visent qu'à entretenir la bulle des actions, ce qui signifie que la stagnation-récession-déflation sera durable jusqu'au krach boursier final lorsque la surévaluation des actions sera totalement coupée de la réalité économique (ce qui a déjà commencé depuis plus d'un an mais se poursuit puisque les investisseurs ne sortent jamais des bulles avant qu'elles leur explosent en pleine figure). **Il se pourrait alors, avec le krach boursier, que ce soit une dépression qui commence !**

Très forte demande d'obligations d'État US dans un contexte de moindres émissions et pourtant elles sont en train de baisser... comprenez qui pourra.

[La spoliation plutôt que le chaos](#)

13 sept 2014 | [Philippe Béchade](#) | [La Chronique Agora](#)

- La séance du vendredi 5 septembre, ponctuée par la publication des statistiques de l'emploi américain, a fourni aux sherpas de Wall Street l'occasion de démontrer leur détermination à éradiquer toute possibilité de croire que les indices américains reflètent la glorieuse incertitude du combat homérique entre acheteurs et vendeurs : les acheteurs ont un bazooka, les vendeurs une épée de bois.

Le ciblage algorithmique s'est avéré une nouvelle fois d'une remarquable précision. Les sherpas nous ont fabriqué un nouveau record historique du S&P 500 (2 008 points) à la dernière minute.

Cela prouve — s'il en était encore besoin — que la fonction du marché ne consiste plus à deviner la valorisation la plus pertinente d'un actif. Désormais, il doit se conformer aux scripts déterminés des jours et probablement des semaines à l'avance (c'est essentiel pour les prises de positions sur les produits dérivés par les plus gros intervenants).

L'éradication de la volatilité sur une période incroyablement étendue de plus de huit trimestres, des cours de clôture programmés au dixième et même au centième de pourcent près... Tout cela a pour contrepartie la neutralisation du "libre arbitre" du marché.

Que l'actualité, la conjoncture, les profits correspondent ou non aux attentes (comme les créations d'emploi très décevantes au mois d'août), les cours finaux restent invariablement conformes à ce qui a été programmé.

Depuis quatre ans à Wall Street — et depuis juillet 2012 en Europe —, la réalité présente ou anticipée n'a plus aucune incidence sur l'appréciation linéaire des actifs financiers.

Ce fut longtemps nié avec force par beaucoup de gérants (pas dupes mais qui voulaient se faire passer pour perspicaces) ; c'est aujourd'hui ouvertement revendiqué avec un large sourire par nombre de commentateurs et de professionnels de la finance s'exprimant chaque soir sur CNBC, Bloomberg, Fox TV...

Oui les banques centrales ont un plan. Oui, elles mènent le jeu, décident de la valeur des dettes souveraines, de la pente ascendante des indices boursiers (un record historique toutes les quatre séances pour le S&P depuis six mois) ... et cela va continuer ainsi pendant encore des mois et des trimestres. Rien de mauvais ne saurait plus se produire dans un avenir prévisible, les actifs financiers sont voués à progresser inexorablement, aussi loin qu'un gérant puisse se projeter.

Jamais les marchés américains n'ont remis si longtemps et avec une telle confiance leur sort entre les mains des banquiers centraux qui décident de toutes les valorisations à leur place. C'est la BCE qui prendra le relais de la Fed dès le mois d'octobre, peut-être épaulée par une banque du Japon contrainte de surenchérir dès cet automne, pour cause de croissance obstinément rétive à ses injections.

▪ **Oui mais...**

Les marchés peuvent-ils être réduits indéfiniment au rôle de simples courroies de transmission de politiques monétaires expérimentales qui tardent (c'est un euphémisme) à porter leurs fruits dans le monde réel ?

Il n'y a pas de précédent historique permettant de répondre résolument par la négative.

La seule certitude, c'est que tout le monde — même les derniers défenseurs de la théorie des marchés efficients — admet que les prix des actifs sont administrés de façon totalement assumée par les banques centrales... et que c'est bien agréable (à condition de ne pas s'interroger sur la contrepartie de

ce prodigieux miracle qui ne coûte prétendument rien à personne).

Voilà, c'est un fait désormais acté : les banques centrales occidentales — dont le rôle devrait se borner à huiler les rouages ou à calmer les excès des marchés — ont délibérément anéanti le marché. Elles n'ont plus besoin de lui puisqu'elles ont un plan infallible bien à elles.

En comparaison de la Fed, l'activisme de la banque centrale chinoise pourrait presque passer pour timoré tant les agents économiques semblent en faire à leur guise par rapport aux stratégies assignées par les autorités de tutelle. Seul l'encadrement du yuan reste parfaitement maîtrisé... Normal : il est inconvertible.

Et c'est cette notion d'inconvertibilité qui s'impose aujourd'hui au coeur du débat théorique sur l'action des banques centrales occidentales.

Les liquidités "inventées" par les banques centrales, qui constituent une subversion historique de la monnaie-dette, restent inconvertibles en investissements dans l'économie réelle, en emplois robustes (par opposition aux "jobs kleenex"), en redistribution de la richesse sous forme de pouvoir d'achat.

▪ **L'immobilier au premier rang**

Le degré de consanguinité des banques systémiques avec la Fed, la BCE, la Banque d'Angleterre est tellement élevé, la culture du gain rapide et prétendument sans risque est tellement ancrée qu'il apparaît impensable de convertir un placement qui dégage entre 15% et 30% de plus-values en rythme annuel depuis deux ans (respectivement les dettes périphériques et les actions) en prêts aux entreprises compte tenu de marges quasi-nulles tandis que les risque d'insolvabilité s'accroissent à mesure que le pouvoir d'achat des classes moyennes occidentales se dégrade.

En Chine, ce pouvoir d'achat progresse globalement depuis 20 ans — enfin surtout pour le quart déjà le plus aisé de la population... –, mais la consommation avance plus lentement que nous l'imaginons car la propension à épargner demeure considérable, en l'absence de système viable dans le domaine des retraites, de l'assurance-chômage, de la prise en charge des frais médicaux.

Le principal support de l'épargne longue demeure l'investissement immobilier. Voilà le réflexe typique des populations de pays en voie de

développement gangrénés par la corruption... et de celles qui redoutent un accroissement de la précarité sociale et professionnelle (où posséder un toit devient une obsession).

Cette précarité, ce manque de confiance dans la capacité d'un Etat à garantir la valeur de l'épargne sur le moyen ou le long terme constitue aujourd'hui le dénominateur commun de pays occidentaux qui ont choisi la fuite en avant dans la dette... et de leurs créanciers trop laxistes qui peuvent légitimement douter d'être jamais remboursés du principal. Ils se contentent aujourd'hui de la promesse d'une poursuite du versement des intérêts de la dette... ce qui démontre que cette dette n'est déjà plus convertible.

C'est tellement vrai que les quatre principales banques centrales mondiales — et leurs relais dans le système bancaire — sont parfois devenues les seules acheteuses des émissions souveraines à long terme des zones monétaires qu'elles supervisent. C'est le cas du Japon et des Etats-Unis où 100% des émissions à 30 ans sont trustées par les banques centrales.

Puisque les dettes ne seront pas remboursées, inutile de continuer à faire semblant qu'elles le seront un jour. Les banques centrales ne prétendent rien de tel, elles se contentent juste de les racheter à la valeur qu'exigent leurs partenaires (et actionnaires) bancaires, en émettant un montant équivalent en monnaie de singe... La même que nous retrouvons sur nos comptes en banque sous l'appellation de "monnaie fiduciaire".

Cette fausse monnaie a toujours été détruite historiquement par l'inflation mais l'exemple du Japon depuis 1990 témoigne qu'il existe une exception à la règle.

▪ **Epargne et représailles**

La "non-inflation" est obtenue par la désindexation des salaires associé à la privation de revenus complémentaires par le bais de rendements nuls offerts aux épargnants (effet de ciseau sur le pouvoir d'achat).

Ces derniers devraient en représailles se détourner de ces dettes sans rémunération... mais l'Etat leur oppose une répression financière sans merci. Leur épargne reste captive du système bancaire – à qui la loi fait obligation de ramasser ce que l'Etat met sur le marché.

[NDLR : Ne laissez pas *votre* patrimoine "prisonnier" de ce cercle vicieux ! Pour l'en sortir sans plus attendre, [continuez votre lecture...](#)]

Puisque 95% de la population s'appauvrit, pas d'inflation en vue. Et puisque 95% du crédit n'est accessible qu'aux 5% les plus fortunés, la monnaie fictive se transforme en actifs financiers, et, en fin de compte, en giga plus-values... à 95% virtuelles puisque 95% de la population ne capte que 5% de la richesse échappant encore à l'hyperclasse régnant sur Wall Street et le Congrès américain.

Cette ultra-richeesse est donc à 95% inconvertible... sauf si nos comptes en banques sont convertis de force en de nouvelles créances dotées d'une valeur fictive correspondant algébriquement au montant des créances non-cessibles et non-remboursables avec lesquelles sont "collées" les banques centrales.

En d'autres termes : l'ultime structure de défaisance (pourrissoir à dettes irrécouvrables), c'est votre compte en banque puisque les liquidités qui y figurent ne sont rien d'autre qu'une reconnaissance de dette.

Dans le cas d'un système financier devenant insolvable, il n'y a qu'un seul choix : soit vous n'êtes remboursé que très partiellement (il s'agit d'un *reset* pur et simple de la dette avec comme conséquences probables chaos, révolution, faillite générale du système)... Soit vous recevez un paquet d'actifs initialement non-négociables mais dont on vous explique qu'il s'agit d'un droit à percevoir une fraction de la richesse future : une hypothèse séduisante puisque le monde s'est ingénieusement débarrassé de ses mauvaises dettes.

Dans le même temps, les banques centrales ont apuré leur bilan et se sont refait une virginité.

Et les 5% de super-riches dans tout ça ? Leurs plus-values cessent d'être virtuelles en l'échange d'une décote significative sur la valeur de la monnaie-dette... mais mieux vaut une décote qu'une vaporisation quasi-intégrale du capital si les actifs qu'ils détiennent étaient soudain estimés à leur valeur marché — c'est-à-dire à l'image des taux : proche de zéro.

Et pour les 95% les plus pauvres... mieux vaut une gigantesque spoliation qui anesthésie ses victimes qu'une banqueroute pitoyable qui révolte les consciences et engendre le chaos.

[Les sanctions contre Moscou vont geler de gros projets pétroliers](#)

Source : Reuters 14/09/14 Capital.fr

Les nouvelles sanctions économiques imposées par les Etats-Unis et l'Union européenne à la Russie vont avoir pour effet de geler ou de compliquer le financement de nombreux projets pétroliers impliquant des groupes étrangers.

En vertu des sanctions décidées vendredi par les Etats-Unis, Gazprom, Gazprom Neft, Lukoil, Surgutneftegas et Rosneft ne pourront plus coopérer avec des firmes occidentales dans l'exploration ou la production en eaux profondes, dans l'offshore arctique ou dans le gaz ou le pétrole de schiste.

Ces nouvelles mesures, destinées à punir l'attitude du président Vladimir Poutine dans la crise ukrainienne, durcissent les précédentes sanctions qui se bornaient à interdire les exportations d'équipements de haute technologie à l'industrie pétrolière russe.

Parmi les projets désormais menacés figure un programme clé de forage que la compagnie américaine Exxon Mobil a débuté en août dans l'Arctique russe dans le cadre d'une coentreprise avec Rosneft.

Ce projet sera suspendu, comme des dizaines d'autres conclus par Rosneft et Gazprom Neft avec Exxon, Royal Dutch Shell, Statoil ou l'Eni.

"Le fait de ne plus pouvoir disposer des ressources technologiques et des services des firmes américaines et européennes rend impossible, ou du moins très compliquée, la poursuite de ces projets (...) Il n'existe pas vraiment de moyens de substitution ailleurs", a déclaré vendredi un haut responsable de l'administration américaine.

Un délai de 14 jours a été imparti aux firmes pour se mettre en conformité avec les sanctions, pour lesquelles il n'y aura "aucun sanctuaire", selon l'expression du responsable américain.

"TROP TARD"

La Russie, le deuxième exportateur mondial de pétrole, compte sur ses réserves en Arctique et sur le pétrole de schiste pour compenser le déclin de ses gisements vieillissants en Sibérie afin de maintenir sa production à environ 10,5 millions de barils par jour.

Valeri Nesterov, de la banque nationale Sberbank- également visée par des sanctions- prévoit des lendemains difficiles.

"Le plus préoccupant, ce sont les sanctions ciblant le pétrole dit 'difficile'. Les compagnies russes n'ont pas investi assez dans la recherche et la technologie, elles se reposaient sur les technologies occidentales et maintenant c'est trop tard", dit-il.

Parmi ces réserves de pétrole difficile à extraire figure notamment la formation géologique dite de Bajenov, située sous des gisements matures en Sibérie occidentale et censée renfermer jusqu'à 3.000 milliards de barils de pétrole- soit quatre fois le montant des réserves de l'Arabie saoudite.

Rosneft et Gazprom Neft travaillent sur le site en tandem avec Exxon et Shell, et Lukoil y a un projet de coentreprise avec Total.

"Quand on a eu connaissance des premières sanctions, on a décidé d'accélérer le travail sur tous les fronts pour minimiser les dégâts", rapporte une source de Rosneft.

Igor Setchine, le patron de Rosneft qui est un proche de Vladimir Poutine, a affirmé début septembre que le groupe avait approuvé un programme visant à remplacer toutes les technologies occidentales sur le moyen terme.

Selon Mikhaïl Leontiev, porte-parole de Rosneft, le service juridique de la firme étudie les sanctions et leurs implications pour les forages en commun avec Exxon dans l'Arctique.

Rosneft a au total 44 dépôts offshore dans l'Arctique et en mer noire, avec des réserves estimées de 300 milliards de barils qu'il comptait exploiter avec Exxon, Eni et Statoil.

Une source de Lukoil, principal compagnie pétrolière privée de la Russie, a reconnu que les sanctions faisaient l'effet d'un choc. "On ne pensait vraiment pas se retrouver sur la liste", a-t-elle dit.

LE ROBINET DU CRÉDIT FERMÉ

Lukoil est le groupe russe le plus présent à l'étranger avec, entre autres, des actifs au large du Ghana, en mer Caspienne ou en Irak.

Les sanctions décidées vendredi, de l'aveu des Etats-Unis, visent à épargner le plus possible la production conventionnelle ou les projets étrangers des compagnies russes.

"Les opérations de Lukoil aux Etats-Unis, par exemple ses stations-service, ne seront pas affectées", a dit le haut responsable lors d'un point de presse.

Mais les sanctions entraveront sa capacité à obtenir des financements, y compris pour ses projets à l'étranger et notamment au large du Ghana, selon des banquiers et traders.

Lukoil a été la dernière compagnie pétrolière russe à emprunter à l'étranger- 1,5 milliard de dollars levés, y compris auprès de banques américaines- mais le robinet du crédit est fermé depuis les sanctions de juillet.

"Une fois que vous êtes sur la liste, emprunter devient impossible ou presque", dit un trader d'une maison de négoce occidentale qui a l'habitude de travailler avec les Russes.

Selon Washington, les nouvelles sanctions aggraveront les difficultés de l'économie russe menacée de récession sur fond de chute du rouble et de fuite des capitaux.

Si les compagnies pétrolières se tournent vers la banque centrale pour obtenir des financements, elles réduiront les ressources de l'Etat.

Vitali Krouikov, directeur du laboratoire d'idées Small Letters, estime que la Russie, avec ses réserves de devises de 460 milliards de dollars (355 milliards d'euros), a suffisamment de ressources pour tenir pendant deux ans avec les sanctions actuelles. "Ensuite il lui faudra aller chercher des financements en Asie, mais Dieu sait ce qu'il lui en coûtera. Les prêteurs asiatiques auront vite fait d'augmenter leurs taux", prédit-il.

« Attention aux dangers d'épidémie de Moscovicidose !... »

Charles Sannat 15 septembre

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Vous ne connaissez sans doute pas encore cette maladie redoutable mais hélas, vous n'allez pas tarder à découvrir les ravages que ce virus absolument terrible va provoquer sur les cellules économiques. En effet, les symptômes de la Moscovidose provoquent un arrêt rapide des fonctions vitales économiques provoquant une « grécification » majeure du système conduisant rapidement au décès du patient. Il n'y a rien à faire et comme pour le virus Ebola, hélas, nous ne disposons d'aucun traitement efficace. Soyez donc particulièrement prudents.

Les voies naturelles de propagation de la maladie sont des facteurs particulièrement bien connus comme les « zimpôts », les « taxes » ou encore l'Europe, sans oublier évidemment le FMI ou encore la Commission européenne qui est bien sûr le plus important mode de contagion. La seule solution est de vous tenir à distance et de vous préparer.

L'hôpital qui se moque de la charité

Je dois vous avouer que je suis resté pantois à la lecture de cet article de *La Tribune* qui revient sur les derniers propos tenus par Moscovici, notre ex-mamamouchi en charge de l'économie de notre beau pays et dont le bilan pour le moins calamiteux semble lui avoir servi de tremplin pour poursuivre sa carrière comme commissaire européen en charge des affaires économiques, de l'austérité et de la rigueur...

Notre Mosco national prend donc la pose, assis confortablement dans un canapé en cuir, s'efforce le teint hâlé de celui qui a pu se reposer, d'apparaître intelligent et lumineux, ce qui est facile, lui qui est le « phare dans la tempête » de sa copine de 25 ans qui baignait son chat en nous faisant gentiment profiter sur Facebook. Mosco a donc cette phrase remarquable, titre de cet article non moins remarquable de *La Tribune* en tout cas en terme d'humour : « Moscovici juge « sérieux » le problème du déficit français. »

Avouez qu'une telle blague pour commencer la semaine va avoir le mérite de vous mettre de bonne humeur et de vous faire sauter de joie. J'aime apporter de la joie à mes lecteurs. C'est tellement rare comme le dit ma femme.

Mais cet article nous permet d'en apprendre un peu plus sur ce que va faire notre petit Mosco, en tout cas en lisant entre les lignes et si l'on tente de ne pas faire preuve d'une naïveté confondante : « Quand on devient commissaire européen, on reste quelqu'un qui a sa nationalité (...) en même temps, on devient quelqu'un qui défend l'intérêt général européen », a-t-il répété samedi, estimant qu'il lui faudrait « naviguer » entre deux écueils, celui de « l'indulgence excessive » et celui de « l'approche purement punitive ». »

Ne soyez pas inquiets mes chers amis contrariens, il y a peu de chance que notre petit ami Pierrot à qui l'on a prêté notre plume fasse preuve à notre égard d'une « indulgence excessive », je pense qu'il saura à merveille éviter cet « écueil ». Je vous rappelle que notre petit Mosco vient de découvrir que

les « déficits de la France sont préoccupants »... Il n'y a pas à dire, depuis les sommets européens, les choses semblent toujours plus claires à nos GM (gentils mamamouchis). Nous sommes donc bien dans le proverbe populaire de l'hôpital qui se moque de la charité.

Pierrot, qui n'est pas avare de confidences, va même plus loin, et ce passage de l'article de *La Tribune* est remarquable : « Interrogé sur ce qui allait concrètement changer avec la nomination d'un socialiste français en remplacement du libéral Olli Rehn au poste de commissaire aux Affaires économiques et financières, Pierre Moscovici a répondu : « Je ne peux pas vous le dire, là, maintenant, mais je peux vous dire une chose, vous le verrez. » Il a notamment indiqué qu'il souhaitait consacrer du temps à « faire la pédagogie de l'Europe » dans son pays. »

Franchement, c'est drôle, tout plein d'esprit moscovicien. Traduction de votre serviteur contrarien : la nomination d'un socialo à la place d'un libéro ne va rien changer du tout, vous allez vous faire enfler selon un programme identique mais mon job sera de vendre à l'opinion française, en français dans le texte, la politique européenne terrible à laquelle ils vont se faire dévorer. Désormais, je pense que c'est plus clair dans votre esprit et que vous commencez à moins rigoler.

Préparer la mise sous tutelle de la France par les Français eux-mêmes

Soyons objectifs, Mosco est un mauvais et de cela, en Europe, tout le monde est parfaitement conscient. Pour quelle raison donc les Allemands et Angela ont-ils donc accepté que le poste de commissaire européen à la destruction de l'économie européenne soit confié à ce type ?

La raison ou plutôt le mobile du crime est assez simple à comprendre. Mosco va rejoindre la Troïka qui va mettre notre pays sous tutelle, et pour mieux faire passer la pilule (je ne reprendrai pas, pour des raisons d'élégance évidentes, la formule que je retrouve des dizaines de fois dans le courrier de mes chers lecteurs concernant une vague histoire de produit que l'on trouverait en tube et qui s'appellerait vaseline mais que vous comprendrez aisément compte tenu du sérieux profond de cette publication quotidienne).

Je rappelle tout de même, pour ceux que ça intéresse, que la Troïka, c'est le FMI avec une française qui s'appelle Christine Lagarde, elle aussi ancienne ministre de l'Économie, puis l'Europe avec le commissaire européen ad hoc

qui sera donc notre ami Pierrot et enfin la BCE, la banque centrale européenne, où l'on trouve un italien, ce qui est évidemment beaucoup « moinsse » pire qu'un... allemand par exemple !

La grande idée d'Hollande et de l'Europe, et de nos gentils zamis les Zallemands, c'est donc de faire appel aux Français eux-mêmes, enfin à l'élite française, européiste, mondialiste et libre-échangiste, pour vendre au petit peuple de sans-dents que nous sommes l'austérité et la rigueur à laquelle nous ne couperons pas. C'est donc pour cela que Moscovici indique qu'il va faire beaucoup de pédagogie. C'est son job, il a été recruté exactement pour cette raison là et il va pouvoir compter sur le soutien de Christine Lagarde au FMI qui, elle aussi, va nous faire de la pédagogie relayée par notre MEDEF et mise en musique par Valls, notre Premier ministre. Tout cela va commencer avec notre prochain budget.

Vous pouvez donc vous attendre avec une quasi-certitude à un pic épidémique de Moscovicidose très prochainement.

Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

[L'indépendance écossaise nuirait à l'économie du Royaume-Uni... Panique à Londres !](#)

Je dois vous avouer que voir la perfide Albion exploser en plusieurs nations indépendantes ne peut que réjouir le gaulliste qui sommeille en moi. Sommes-nous en train de vivre une décision historique des Écossais qui seraient les premiers « régionaux » à faire exploser un État-nation européen avec la complicité tacite et la bienveillance de l'Union européenne ?

En tout cas, à Londres, l'inquiétude est grandissante, comme le montre cet article du *Telegraph*.

Charles SANNAT

« Les plus hauts dirigeants d'entreprises de Grande-Bretagne ont mis en garde contre de graves conséquences économiques si le peuple écossais votent pour l'indépendance.

Dans une enquête auprès des 100 présidents de l'indice FTSE réalisées exclusivement pour le *Sunday Telegraph*, près de 80 % des patrons disent qu'un « Oui » aurait un effet économique négatif significatif sur le Royaume-

Uni...

Dire que tout allait mieux au Royaume de sa très disgracieuse majesté, que la reprise était là et que tout était super... voilà-t-y pas que ces vilains écossais veulent quitter le royaume avec armes et bagages et surtout les puits de pétrole de la mer du nord... »

Les ministres des Finances de l'UE appellent à plus d'investissements pour stimuler la croissance

Voilà une idée particulièrement brillante. Je suis, pour une fois, d'accord avec nos autorités européenne. Il faut plus d'investissements. Je dirais même plus, il faut plus d'emploi, plus de croissance et plus de richesse, il faut plus d'entreprises, il faut plus de consommation, il faut plus d'usines et plus d'industrie... Normalement, avec beaucoup plus de tout cela, tout devrait aller beaucoup mieux. C'est tout à fait vrai... mais alors comment fait-on ??

Donc ce genre de déclarations à la « yaka » ou « faux-con » en fasse plus n'a jamais réglé quoi que ce soit, mais cela permet de faire des articles positifs et de faire semblant de faire quelque chose ou de faire croire que quelque chose est possible mais en réalité, l'Europe sait très bien ce qu'elle va faire. Plus de mondialisation, plus de délocalisation, plus de chômage, plus de rigueur et d'austérité, plus de privatisation et avant tout, l'Europe prendra toutes les décisions d'abord favorables aux grandes multinationales.

Charles SANNAT

MILAN, 13 septembre (Xinhua) – Augmenter les investissements est la seule manière pour l'Union européenne (UE) d'accélérer sa lente reprise, ont convenu les ministres des Finances de l'UE lors de la réunion Ecofin qui s'est tenue samedi à Milan en Italie.

Le ministre italien des Finances Pier Paolo Padoan, qui a présidé la réunion dans le pays assumant la présidence tournante de l'UE, a indiqué que les discussions s'étaient concentrées sur les mesures pour stimuler les investissements, en particulier privés mais également publics, en tant que « catalyseurs » des entreprises privées.

« Nous avons donné à la Commission européenne (CE) et à la Banque européenne d'investissement (BEI) un mandat pour proposer un plan de mesures concrètes », qui sera certainement prêt en novembre, lorsque la

nouvelle CE doit entrer en fonction, a déclaré M. Padoan lors de la conférence de presse à l'issue de la réunion Ecofin.

En plus des réformes structurelles pour créer un meilleur environnement pour l'investissement, M. Padoan a expliqué que dans un système centré sur les banques comme l'est le système européen, il est également important de créer de nouveaux instruments financiers en plus des prêts pour financer la croissance.

« Ce n'est ni tout noir ni tout blanc, quand il s'agit de choisir entre investissements ou consolidation », a lancé le Commissaire européen aux affaires économiques et monétaires Jyrki Katainen.

Il a convenu avec M. Padoan que les États membres de l'UE avaient particulièrement besoin d'investissements dans le secteur privé où « il y a beaucoup plus d'argent que dans le secteur public ».

Mais les investissements doivent être encouragés par des réformes structurelles particulièrement dans les domaines de la recherche, de l'innovation, des infrastructures et du numérique, a-t-il ajouté.

M. Katainen a également souligné que même si beaucoup de pays en Europe mènent ou prévoient de mener des réformes ambitieuses, y compris l'Italie, la mise en œuvre de telles réformes est également fondamentale.

[Avis de tempête sur l'or et l'argent avec une dégradation importante des indicateurs techniques](#)

Samedi 13 septembre, notre ami Tradosaure a mis en ligne une nouvelle analyse technique sur l'or et l'argent. Je lui laisse la parole.

Charles SANNAT

« Sale semaine pour l'or et pour l'argent...

Je me plaignais depuis quelques temps de l'engourdissement sur le marché des métaux précieux. Je crois qu'on a été servis.

Malheureusement, pas dans le sens que l'on espérait puisque l'or casse un support important.

Plus précisément, on reste toujours dans le nuage Ichimoku (signe de tendance neutre) mais la kijun vient de lâcher. Pour en savoir plus, visionnez la vidéo !

L'argent, quant à lui, était déjà plus mal orienté que l'or et il confirme cette semaine sa méforme. Les indicateurs techniques se sont tous dégradés, qu'il s'agisse du SAR, du stochastique ou encore du momentum qui devient négatif... »



<http://www.youtube.com/watch?v=m93TzpytXkl>

[Vous pouvez consulter son site et soutenir le travail de Trado ici](#)

[Ruptures technologiques...](#)

Patrick Reymond 12 septembre 2014

Les ruptures technologiques heurtent toujours les situations en place. En Asie, on avait résolu le problème. Bien que foyer actif d'innovations, celles-ci n'étaient quasi systématiquement pas appliquées : la cause en étant que le muscle du petit chinois et du petit indien était bien meilleur marché que l'innovation. C'était aussi la solution romaine. Ils ont laissés les barbares innover et se perfectionner. Après la chute de l'empire, le moyen âge européen fut aussi une phase intense de progrès technique, se généralisant à son allure.

Dans les combats d'arrière garde : [une vidéo sur l'éolien](#). Mais je ne sais pas si l'on parle, d'ailleurs, de l'éolien, ou du nucléaire.

Opacité, scandale, absences d'informations... Manipulation, discours "infantile". Oublie t'on une loi sacrée du capitalisme : que ce qui a été investi un jour, sera désinvesti un autre jour ?

Quand à l'absence de stockage, il faudrait pt'êt avertir que stocker du jus, on sait très bien faire, [ça s'appelle une STEP](#), EDF les utilisent TOUS LES JOURS, et le principe est connu depuis la décennie 1890.

D'ailleurs, on ne met pas le doigt sur le VRAI scandale : au lieu de construire 58 réacteurs, on aurait pu en mettre en chantier la moitié, et faire le joint avec

les [STEP](#) créées... Puisque la plupart du temps, le nucléaire produit du jus inutile...

Il faut donc être c... comme une huitre pour dire "qu'on ne sait pas stocker de l'électricité". Si, on sait parfaitement stocker l'eau, et la remonter dans des bassins ad hoc.

Quand à oser dire "qu'on ne ferme pas de centrales", il faut dire la vérité : on ferme pas, en FRANCE UNIQUEMENT, de centrales nucléaires, mais partout dans le monde, les centrales nucléaires fermes, ainsi d'ailleurs que pas mal de centrales thermiques. Pour celles-ci, en Europe, c'est l'hécatombe.

A mettre en relief avec la [contraction forte](#) de la demande d'électricité européenne. USA et Europe agissent, d'ailleurs, comme un empire : celui-ci approvisionne d'abord le centre de l'empire, ce qui explique encore la hausse de la demande électrique, et son déclin en Europe. Les mécanismes économiques privilégient le centre, et abandonnent les périphéries.

Il est sûr d'ailleurs, que les mécanismes économiques aussi, provoqueront le black-out. On ferme les centrales de pointe et d'hyper pointe, parce que "cela coûte trop cher". Mais cela relève du choix politique des firmes. Visiblement, ils préfèrent se payer un ou deux jour sans électricité, que de garder des centrales en réserve... Surtout que la baisse des consommations, visiblement, ne concerne pas les pointes... Liées souvent au chauffage... Ou aux clim...

Mais là, ce qui est reproché à l'éolien, c'est de bousculer les autres sources d'électricité, représentant des intérêts bien établis depuis des décennies. Il faut lui faire la place, dans un contexte de marché en peau de chagrin. Donc, on a ressorti la panoplie de tout le toutim habituel, bien plus inquiétant, d'ailleurs, pour le nucléaire, ou les centrales à énergie fossile, qui polluent, elles aussi, durablement, et beaucoup plus durablement les sols. Pour le métal et le ciment, pas d'inquiétude ; les bactéries viendront à bout du ciment, et les hommes ont toujours récupéré, légalement ou pas, le métal...

Autre exemple de chose qui bloque : reprenant le projet de Guy Négre, sur la voiture à air comprimé, ou plutôt, dans ce cas, de véhicule mixte allégé (air comprimé allié à un classique thermique à essence), [Peugeot se demande](#) s'il va lancer la 208 HYbrid air, consommant 2 litres au cent.

là aussi, je pense à l'émoi de tous ceux dont les intérêts seraient directement victime de cette innovation.

D'un côté, il y aurait de gros bénéficiaires, à savoir les constructeurs rendant obsolète le parc automobile, et de l'autre côté, des grands perdants ; les producteurs de pétrole, toute la filière, les mêmes qui siègent dans leurs conseils d'administrations...

Toute innovation venant "trop tôt" est mal venue. il faudrait un accroissement de la crise pétrolière pour que cela se fasse, et une flambée des prix du pétrole au delà des 150 \$.

Toute détente, d'ailleurs provoquant un abandon des politiques vertueuses, au profit de l'image sociale de la voiture.

Aux USA, les voitures neuves consomment encore en moyenne, un peu plus de 9 litres au cent. En Europe, consommer plus de 6.5 litres est considéré comme une limite indécente, et la norme est plutôt aux alentours de 4.5-5.

Chantage à la peur, arrogance et menaces...

Patrick Reymond 13 septembre 2014

Sont les mamelles des élites européennes et britanniques. La schlague des kapos, pour ces putains de peuples qui ne veulent pas suivre la "seule voie possible". A savoir, devenir pauvre pour la totalité de la population, et très riche et encore plus riche pour 1 %.

Evaporé le "rêve" européen, de prospérité, de démocratie. Il n'y a qu'une voie possible. On nous dit que la moitié des européens ont peur de la pauvreté. Il ne faut pas faire de la peine. En réalité, ils sont déjà pauvres. Mais ils ne le savent pas.

20 % n'ont aucunes réserves financières, et sont surendettées, 40 % n'ont aucune réserve financière, 20 % ont 20 % de l'épargne, et 20 % en ont 80... et 1 % en ont 40 %...

Bref, comme la justification économique de l'efficacité et de la juste répartition ne fonctionne plus, il ne reste plus que l'intimidation, la terreur et l'écrasement.

Logique, désormais, que la polarisation de la situation donne 57 % de "faisant pas confiance du tout" à Hollande, et 1 % "lui faisant entièrement confiance", les 12 % restants lui donnant "un peu", comme l'huile attache au plat.

D'ailleurs, le prix du pétrole se tasse, malgré les soucis de production. La

paupérisation, donc, se ressent là.

Comme d'habitude, on se demande combien de temps va tenir la Russie. Mais ces imbéciles ne se rendent pas compte que la dislocation de l'URSS, concentrant les ressources sur une moitié de la population lui donne encore plus de poids. Pour affaiblir Poutine, contrairement à ce que l'on pense, il faudrait lui laisser avaler l'Ukraine, la Biélorussie et bien d'autres, le "condamnant" à devoir exporter, coûte que coûte.

Parce qu'en 1990, la production d'hydrocarbures ne suffisait pas pour satisfaire les besoins de 300 millions de personnes, alors qu'elles sont largement suffisantes et même au delà pour 150 millions. D'autant, qu'entre temps, les prix ont largement augmentés.

La paupérisation des populations occidentales entraîne logiquement, au bout du processus d'endettement, l'effondrement du système économique, et contrairement à ce que l'on dit, le petit ne crève pas forcément avant le gros.

L'effondrement économique entraîne aussi [l'effondrement politique...](#)

Les prix du pétrole à la baisse, impliquent la fin de la [course à la production](#), qui a besoin de prix de plus en plus haut pour assurer la production et les dividendes.

La dégringolade immobilière, visible désormais sur tout le territoire indique le ressort désormais nettement cassé, les stocks pléthoriques transforment les biens en non-valeur, et du fait des impôts, en boulets.

La location devient, elle même un problème, et il n'y a plus ni acheteurs, ni locataires sur le marché...

Les crétins qui nous gouvernent, faute de diagnostic réaliste, ont complètement réussi à casser la machine économique.

[Le Pacte d'Instabilité et de dépression](#)



by [Michel Santi 15 septembre 2014](#)

Le niveau des endettements publics et les réformes structurelles n'ont –

aujourd'hui – aucune importance et ne sont qu'un détail infime de l'Histoire de la crise européenne. Il y a en effet bien plus urgent à régler, à savoir la demande agrégée anémique et la très faible inflation. Pourtant, c'est comme si – par manque de culture économique – nos dirigeants se focalisent exclusivement sur des problématiques secondaires et, ce, pendant que l'Europe se consume de l'intérieur. Hélas, rien ne semble avoir changé depuis que Confucius affirmait il y a déjà 2500 ans « quand le sage désigne la lune, l'idiot regarde le doigt »...

L'Europe et sa technocratie n'apprendront-ils donc jamais rien? Car, de fait, l'Union européenne commet – aujourd'hui en 2014 – les mêmes erreurs grossières que celles des Etats-Unis lors de la Grande Dépression, c'est-à-dire dans les années 1920 et 1930. La politique monétaire (c'est-à-dire les taux d'intérêt, la BCE, bref: Mario Draghi) se révélant actuellement incapable de redresser une demande et une consommation en état de léthargie chronique, seules des politiques publiques (donc du ressort des Etats) seraient à même de vaincre cette prophétie auto-réalisatrice qui veut que moins de demande aboutisse nécessairement à...encore moins de demande, et donc à moins de production.

C'est de stimulus fiscal et c'est de déficits budgétaires dont l'Europe a besoin. Car, au risque de choquer la pudibonderie de nos dirigeants et économistes orthodoxes, le chômage élevé n'est en rien la conséquence de l'« indiscipline budgétaire »: il découle en droite ligne d'une anémie de la demande. Tout le contraire même car, s'il y a du chômage, c'est qu'il n'y a manifestement pas assez de déficits !! Ce premier enseignement de la Grande Dépression américaine est donc ignoré par l'intelligentsia européenne qui, en lieu et place de stimuli et de relance comme armes pour résorber la trappe de liquidités actuelle, s'est fendu d'un Pacte de Stabilité et de Croissance, synonyme d'austérité. En réalité, ce dogme de l'équilibre budgétaire achève de transformer aujourd'hui l'Europe en un désert économique et crucifie les citoyens européens en exigeant de pays comme la France, l'Espagne, le Portugal, ou la Grèce qu'ils boivent le calice jusqu'à la lie.

La Grande Dépression US et l'étalon-or ne nous ont-ils pourtant pas appris que l'activité économique ne redémarre évidemment pas en imposant la déflation ? En outre, il est totalement contre-productif sur le plan macroéconomique d'exiger que les nations européennes les moins

compétitives soient les seules à subir les indispensables ajustements et rééquilibres dont l'Union a désespérément besoin pour renouer avec la croissance et avec l'emploi. Là aussi, les dirigeants politiques et économiques européens devraient s'inspirer de la Grande Dépression US ayant conduit ce pays à rompre logiquement avec l'étalon-or et, en conséquence, à procéder à une série de dévaluations ayant redonné du souffle à l'économie américaine. L'étalon-or agissait effectivement comme un carcan qui contraignait aux dévaluations intérieures, autrement dit à des réductions salariales menant droit à la déflation.

Aujourd'hui, l'Union européenne ne peut unilatéralement rompre avec son propre étalon – l'euro – sur lequel les Etats n'ont aucune prise. Il est néanmoins possible de neutraliser partiellement les effets pervers de cet euro là, générateur de déflation, en faisant appel à la solidarité européenne. Très concrètement – et très simplement aussi –, ceci consisterait en une tolérance accrue à l'inflation au sein des membres les plus compétitifs et, ce, en lieu et place de réduire les prix et les salaires au sein des nations les moins compétitives. Une inflation à 3% en Allemagne qui co existerait avec un taux d'inflation de 1% dans les autres pays de l'Union suffirait, à terme, à rétablir les équilibres européens, tout en épargnant aux populations périphériques, aux italiens comme aux français d'être traités comme les victimes expiatoires d'une Europe mal conçue.

Les allemands doivent comprendre qu'ils ne peuvent éternellement court-circuiter leurs partenaires européens, car la concurrence à l'intérieur de l'Union européenne est bien plus rude et plus impitoyable que la compétition entre l'Union et le reste du monde ! Le contrat européen exige donc des membres ayant bénéficié d'une inflation très basse pendant plusieurs années qu'ils manifestent leur solidarité – et qu'ils honorent leur part du contrat – en la laissant filer provisoirement au-dessus de leur seuil de tolérance. C'est un profond changement de mentalité qui doit donc s'opérer au sein des membres les plus riches de cette Union, persuadés d'être vertueux en se maintenant très nettement en-dessous de 2% d'inflation, alors qu'ils pratiquent, en réalité, une concurrence tout aussi déloyale qu'inhumaine.

L'INDIGESTION AU RISQUE

15 septembre 2014 *par* François Leclerc

Que se passe-t-il donc dans ce monde financier qui a recommencé à prospérer et arrêté de faire parler de lui ? Ce silence est-il d'ailleurs un bon signe, la mare aux canards ayant continué à se remplir, les banques centrales ayant massivement déversé de nouvelles liquidités ? Le resserrement de la politique de la Fed, qui fait les manchettes, consiste seulement à fermer leur robinet, mais pas à commencer à les assécher.

Les conditions sont favorables, est-il largement admis, pour que de nouvelles bulles financières apparaissent, et de doctes débats agitent en conséquence le monde financier : « à quoi reconnaît-on une bulle constituée », s'interrogent-ils, alors qu'elles prospèrent sous leur nez ! A partir de combien de cailloux fait-on un tas ? La régulation financière ayant laissé largement inviolé le paradis des *produits structurés*, doit-on s'en alarmer et prendre le risque d'être accusé de voir le mal partout, les mêmes causes produisant les mêmes effets ? Le retour de *l'appétit au risque* sur certains marchés à haut rendement – et à risque correspondant – serait-il vraiment, comme ce jargon semble l'indiquer, un *bien* annonciateur de la remise en marche de la machine, comme il en court l'idée ?

Qu'observe-t-on, pour ne pas s'en tenir aux idées générales ? Le secteur du crédit est à nouveau pointé du doigt aux États-Unis. Cette fois-ci à propos du crédit automobile, dont l'enveloppe est certes plus modeste que le crédit hypothécaire immobilier mais il est aussi pourvu d'un marché *subprime*. Les paris sont ouverts sur les conséquences qui en résulteront pour *l'industrie financière*, ainsi que pour l'industrie automobile dont les ventes ont été dopées par ce biais. En raison des bas rendements obligataires au sein du monde *développé*, liés au taux quasi nul de la Fed, d'autres secteurs qui connaissent une grande ferveur sont à surveiller de près, comme celui des prêts aux entreprises des pays *émergents*. Significativement, le niveau des Collateralized Loan Obligations (CLOs) construites avec des prêts à des entreprises faiblement notées a grimpé pour atteindre son plus haut niveau depuis les années 2006-2007. La mémoire s'efface quand le lucre rebondit.

Simultanément, le marché des obligation contingentes convertibles (CoCos) – autres instruments risqués à rendement intéressant – connaît son essor en Europe, sous l'impulsion des banques qui cherchent ainsi à renforcer leurs

fonds propres... en émettant de la dette ! Le rendement moyen va atteindre presque 6% cette année sur ce marché, faisant des CoCos un placement de choix et conduisant le FCA – le régulateur britannique – à interdire leur vente aux particuliers, pour être trop risqués pour des investisseurs qui ne sont pas *avisés* (ce qui signifie : qui pourraient se retourner contre les émetteurs). Et on ne parlera pas de la bulle boursière américaine et des valorisations faramineuses des entreprises cotées !

Heureusement, Zorro est arrivé en Europe ! Jamais à court de projets inaboutis car bloqués par de profondes divergences, les dirigeants européens poursuivent pour la troisième année consécutive leurs discussions à propos d'une taxe sur les transactions financières (TTF) officiellement destinée à avoir un effet dissuasif. Elle fait l'objet d'une « coopération renforcée », cette expression du jargon communautaire qui signifie que tout le monde ne s'y rallie pas. Ils sont onze pays seulement, le Royaume-Uni s'en étant naturellement exclu, à se chamailler sur deux sujets qualifiés de « techniques » par le ministre français Michel Sapin, pour faire croire à l'entente parfaite : l'assiette et le taux de la TTF. A part, cela, ils sont d'accord sur tout ! « Le premier pas sera modeste », reconnaît Wolfgang Schäuble, son homologue allemand, on n'en attendait pas tant.

Sur quoi repose la principale divergence ? Sur la taxation des produits dérivés, pour lesquels le ministre français propose de distinguer *bonne* et *mauvaise* finance, selon un schéma qu'il affectionne, afin de préserver les intérêts des banques françaises particulièrement actives sur ces marchés comme l'on sait. Il s'agit pour Michel Sapin de pénaliser les produits les plus risqués, sans donner la méthode permettant de les identifier que les financiers du monde entier rêveraient de connaître afin de combiner haut rendement et faible risque. Le dossier de la TTF sera bouclé d'ici à la fin de l'année, se sont-ils jurés à Milan en se séparant en fin de semaine dernière, affichant leurs premières bonnes résolutions de l'année prochaine.

[AMICALE CONVERSATION AVEC UN BANQUIER SUIVIE DE REBONDISSEMENTS DIVERS ET DE CONSIDÉRATIONS AMÈRES](#)

13 septembre 2014 *par François Leclerc* |

Dans une Lisbonne baignée de soleil, la salle du conseil d'administration de la banque est plongée dans la pénombre, une grande table de conférence en

occupe le centre, et des fauteuils solennels entourent celle-ci sous le regard sévères des fondateurs cloués au mur dans leurs cadres dorés. Devant l'argent, on s'incline ! La description du lieu est convenue, les propos qui seront tenus ne le seront pas nécessairement.

En me recevant dans ce lieu cossu, mon interlocuteur que je n'identifierai pas, fait assaut de sincère cordialité, de vieux amis communs n'y étant pas pour rien. Depuis le début, il est dans le chaudron de la crise du groupe Espirito Santo, bonne occasion pour moi de lui demander comment il en voit la suite et pour une fois de bénéficier d'une source directe, de l'avis d'un banquier bien informé.

Hélas, il ne voit pas clairement du tout ce qui va suivre, comme nous allons en juger ! La valorisation financière de Novo Banco, la *good bank* issue de la Banco Espirito Santo (BES) reste à venir, la Banque du Portugal qui la commandite risquant même d'en garder pour elle les résultats.

Immanquablement, ceux-ci fuiteront prédit-il, connaissant son monde. Ce qui permet de savoir si la mise initiale de 4,9 milliards d'euros apportée pour capitaliser Novo Banco sera suffisante, ou s'il faudra remettre au pot (de loin le plus probable).

Cette valorisation est à géométrie variable et pourrait le rester un certain temps, dépendant en premier lieu de la solution apportée au sinistre enregistré par la filiale angolaise de la BES, que Novo Banco doit supporter. Une affaire de trois milliards d'euros ! Une affaire d'État aussi, mais également de banquier, car les deux sont étroitement imbriquées, et le sort réservé à la *good bank* ne peut être anticipé. Si l'on y rajoute la créance sur Espirito Santo Financial Group récupérée lors du partage des actifs entre bonne et mauvaise banque et le remboursement promis à terme aux clients de la BES ayant acheté des titres du groupe Espirito Santo, le capital sera vite épuisé, mon interlocuteur en reconnaît l'éventualité. Quant à pronostiquer le résultat de l'étape suivante et estimer le montant de la vente de cette banque, c'est impensable ! Novo Banco sera-t-elle vendue en totalité ou par appartement ? Avec ou sans ses créances non-recouvrées ? Cela couvrira-t-il la mise de fonds ou non ? Inutile de se lancer dans des conjectures totalement hasardeuses...

Le sauvetage dont se prévalent les autorités est donc loin d'être bouclé, la situation d'être débouclée, et mon interlocuteur, épousant naturellement le

point de vue des banques portugaises, souhaiterait voir les choses rondement menées, sans toutefois se hasarder à avancer un calendrier. La loi de résolution des banques portugaises prévoit un délai de deux ans, une année supplémentaire pouvant être accordée, voilà ses seules certitudes. Mais pourquoi donc faudrait-il se précipiter, lui ai-je demandé, au risque de réaliser une mauvaise opération ? La réponse fuse : parce que Novo Banco est une banque contrôlée par l'État mais financée par les banques du pays (voir plus loin) ! Insatisfaisant par nature, le provisoire résultant de la création de cette banque de transition ne doit pas s'installer, car cela perturbe le bon fonctionnement du marché.

La banque est-elle ou non de facto nationalisée ? Pour l'essentiel, elle est financée par un fonds de résolution au statut de personne morale de droit public dotée de l'autonomie financière et administrative sous l'autorité de la Banque du Portugal. C'est à ce fonds de résolution que l'État a prêté des sommes auparavant empruntées dans le cadre de son *plan de sauvetage* ? Non ! fuse à nouveau la réponse, car le risque final de la création de Novo Banco est assumé par les banques, en raison de la loi portugaise de résolution des crises bancaires en vigueur : si d'aventure sa vente ne couvrirait pas en totalité le remboursement du prêt de l'État, elles devraient apporter au fonds de résolution la différence afin qu'il puisse faire face à ses engagements, futur développement que craint d'ailleurs mon interlocuteur.

On nage en pleine ambiguïté. Car en attendant ce dénouement, lui-fais-je remarquer, Novo Banco est sous contrôle d'administrateurs nommés par le gouvernement et la Banque du Portugal, et son capital résulte bien d'un prêt sur fonds publics ! Et la suite n'est pas encore écrite, reconnaît-il. Différents montages financiers sont envisageables pour la vente de Novo Banco, à la transparence non assurée. Un acheteur pourrait en effet négocier le montant de son acquisition sur la base d'une valorisation de la banque tenant compte de créances pendantes pour en faire son affaire...

Remerciant mon interlocuteur pour ce dernier éclairage donné sur le ton de la confiance, je comprends que l'on entre là dans le domaine privé du savoir-faire des banquiers, me conduisant à prendre congé, ne voulant pas déranger. Quelle conclusion puis-je tirer de cette expérience que je vais renouveler chaque fois que possible ? Derrière leurs assurances et leurs portes capitonnées, les banquiers ne sont pas beaucoup mieux lotis et ils doivent

sans cesse improviser et veiller au grain dans un contexte très incertain.

Patatras ! À peine ces lignes étaient-elles écrites que la foudre tombait. L'équipe mise en place par la Banque du Portugal pour diriger Novo Banco démissionnait en raison d'un désaccord : ses membres avaient été recrutés afin de bâtir cette nouvelle banque dans une perspective de moyen terme et il était exigé d'eux de préparer sa vente au plus vite. Comme si les explications de mon interlocuteur sur la nécessité de faire disparaître au plus vite ce gêneur de Novo Banco avaient convaincu les autorités portugaises... Ce qui, en dépit de la loi portugaise et des assurances données, laisse planer un doute sur le sentiment d'abnégation dont font preuve les mêmes banques quand elles proclament qu'elles combleront le trou si la vente de Novo Banco ne rapporte pas ce qu'a coûté sa création. Car vendre dans la précipitation augure rarement d'une bonne vente. A moins qu'elles ne fassent la part des choses et se disent qu'une vente à prix sacrifié leur coûtera moins cher que la montée en puissance d'une banque sur un marché très encombré, qui se fera nécessairement au détriment de leurs propres affaires. Les banquiers savent calculer !

L'idée ne serait-elle pas, côté autorités, de se débarrasser au plus tôt de ce dangereux brûlot, afin d'éviter de nouvelles révélations dévastatrices sur leur gestion d'avant-la crise, car elles ont failli en ne voyant rien venir, ou pire en ayant laissé faire ? Il faut dire que le capitalisme de connivence a trouvé au Portugal une splendide illustration ! L'ensemble du groupe, perclus de dettes ne parvenant plus à faire rouler, ne parvenant plus à emprunter sur *le marché*, des expédients ont dû être utilisés pour le financer. La BES depuis transformée en *bad bank* le finançait par divers artifices. Dernier artifice en date connu : elle prêtait de l'argent à une obscure société vénézuélienne qui achetait des titres de la dette du groupe... Mais comment toutes ces manipulations ont-elles pu échapper à la Banque du Portugal ? À se rappeler comment elle a mis en garde la BES en lui demandant de détendre les liens d'affaire entre la banque et son groupe, on en vient à conclure que la Banque du Portugal savait... mais a préféré ne rien faire ! Ce qui s'appelle de la connivence, même quand elle se manifeste par défaut.

Un précédent est dans toutes les mémoires portugaises : celui d'une banque renflouée par l'État (2,4 milliards d'euros) pour avoir prêté sans compter aux petits copains en omettant de se faire rembourser. Il s'agissait de la Banco

Português de Negócios (BPN), et le scandale a été très gros en raison des relations d'affaires entretenues avec la banque par des hommes politiques au pouvoir, dont le Président de la République. Le même schéma a été reproduit par la BES, mais en Angola via sa filiale dénommée BESA où les actionnaires minoritaires étaient des généraux de la Maison militaire du président José dos Santos. Récupérée par Novo Banco, la dette de la BESA envers la BES est supérieure au trou de la BPN, mais la méthode pour y parvenir a été la même... Quitte à avoir un peu de mémoire, on se souviendra aussi du nom de l'acquéreur au prix à la casse de la BPN (40 millions d'euros), une fois nationalisée par l'État qui l'a renflouée pour éponger ses dettes : la banque angolaise BIC, en 2011, dont l'un des principaux actionnaires est Isabel dos Santos, la fille du Président, aux côtés du magnat portugais Americo Amorim ! Et, quitte à retrouver pleinement la mémoire, on se rappellera du nom du gouverneur de l'époque de la Banque du Portugal, sur qui les plus lourds soupçons d'incompétence et de connivence ont à l'époque pesé : Vitor Constâncio, depuis nommé vice-président de la BCE...

Quelle leçon de choses ! Elle rapproche les salons lambrissés des banquiers, des gisements de pétrole et des mines de diamant d'Angola, avec en plein milieu, un pouvoir totalement corrompu, hélas héritier d'un mouvement de libération nationale – le MPLA – dont les combattants ont disparu au profit des affairistes. Et les dirigeants politiques et hommes d'affaires portugais ? Ils tentent de se faire une place au soleil en participant à ce jeu de Monopoly au cours duquel les fortunes angolaises font leur marché en achetant les entreprises portugaises et leur shopping dans les boutiques de luxe de l'avenue de la Libertade, dont la vocation a entre temps changé, à moins que ce ne soient des entreprises brésiliennes. Deux anciennes colonies, comme les temps changent, les flux de l'argent sont inversés ! Mais ce n'est pas l'effet de la justice, car pour les moins bien nantis, c'est la loi de la *Troïka* et ses sacrifices qui prévalent.

Epidémie Ebola le 15 septembre 2014...

Patrick Reymond 15 septembre 2014

La fièvre hémorragique vient donc de changer de dimension, en s'exportant dans des zones où l'on n'en avait pas l'habitude.

Pour les zones "historiques", les populations avaient appris à vivre avec, et

même avec peu de moyens, très peu de moyens même, réussissaient à contenir ces départs d'épidémies, avec très peu de cas et de victimes.

La preuve est faite, comme au XIV^e siècle, que [la désorganisation](#), finalement, tue plus que le virus lui même, et que, comme à Marseille en 1720, la volonté de "business as usual", est aussi très meurtrière. On arrêtera les transports aériens, mais trop tard.

Il reste que pour contrôler ces pandémies, il faut de la piétaille à envoyer au front. Cuba veut envoyer 60 médecins et 100 infirmiers en Sierra Léone. C'est, de loin, la plus importante contribution humaine qui soit.

On dit qu'un cyclone fait 3000 morts à Haïti, 3 à Cuba, et 300 en Floride. La réponse étatique est cruciale.

Pour le reste, le virus est un virus, plus il se répand, plus il mute, certaines souches s'affaiblissent, d'autres deviennent plus virulentes. Quand les souches deviennent "acceptables", on s'en tapent, finalement. Quand elles empirent, c'est là que le bât blesse.

Ebola, est, pour le moment, un phénomène très marginal. Mais comme disent les paysans, un "grand élevage fait une grande épidémie", et l'humanité est désormais un très grand élevage. Jadis, les départs d'épidémies, dans une Afrique clairsemée étaient facilement vaincus par ce caractère clairsemé.

Ravagé par les politiques néo-libérales, les systèmes de santé ne peuvent pas faire face, car un système de santé, c'est d'abord un coût. Oublié le temps où c'étaient les patrons qui les créaient, parce qu'ils en avaient marre de ne pouvoir compter sur un main d'oeuvre malade, (cette main d'oeuvre, ou leurs familles).

Il reste encore, que le meilleur remède, c'est encore une bonne frontière...

Eviter une erreur politique et économique historique

Posté le 15 septembre 2014 par Bcolmant

Croissance revue à la baisse par le Bureau du Plan, pertes abyssales d'emplois en cas de respect des contraintes budgétaires imposées par l'Europe, basculement inéluctable de chômeurs au CPAS dès l'année 2015.

Voilà la réalité d'une déflation et d'une austérité budgétaire imposée à contretemps.

Je crois que de nombreux responsables ne prennent pas conscience de la gravité de la situation économique.

La croissance a disparu et les prix baissent : il s'agit d'une conjugaison inédite de funestes constats, dont seules les années trente ont été le témoin.

Après la décennie maudite qui a précédé la seconde guerre mondiale, tous les économistes, qu'ils soient de gauche ou de droite, keynésiens et friedmaniens, arrivèrent à la même conclusion : la grande dépression et la déflation auraient pu être évitée si les différents Etats avaient adopté une politique d'assouplissement budgétaire et monétaire au lieu d'imposer une austérité contreproductive.

C'est maintenant qu'il va falloir oublier d'être inconséquent et bien se poser la question de savoir ce que la formulation gouvernementale va suggérer.

Si les mesures conduisent à contrarier une stimulation par la demande, cela risque d'être une erreur historique, et donc impardonnable. Même la BCE s'est ralliée à cette orientation.

Une économie de maison de repos ?

Posté le 13 septembre 2014 par Bcolmant

Maintenant que le constat de la déflation n'est plus contestable et que son déni relève de l'égarement intellectuel, il est possible que nous pénétrions dans une décennie perdue.

Le taux de croissance structurel de l'économie pourrait ne plus atteindre qu'un pour cent, soit un montant insuffisant pour absorber le chômage.

Si l'économie est un fait social, une crise n'est pas un événement providentiel. Elle ne constitue pas non plus un aboutissement de l'économie, qui est elle-même une transition entre une séquence de déséquilibres, encadrés par un contexte politique.

Au contraire, elle est corrélée et congruente avec de multiples facteurs.

D'ailleurs, on confond souvent une cause avec un symptôme.

Cette crise pourrait, par exemple, refléter le vieillissement de la population qui entraîne lui-même une moindre mobilité et inventivité des travailleurs.

Inversément, on pourrait imaginer que la pénétration dans l'économie digitale

induit de tels gains de productivité que la quantité de travail disponible en soit réduite.

En effet, cette digitalisation correspond à la désintermédiation.

Des gains de productivité vont-ils révolutionner l'économie ?

Et si oui, où vont-ils trouver leur contrepartie monétaire dans nos contrées ou aux Etats-Unis, le pays où se concentre toute l'inventivité du monde ?

Serions-nous alors à l'aube d'une révolution technologique qui pourrait induire (à long terme) un rebond de croissance ou dans une économie qui ressemble à une maison de repos ?

Inversément, il est possible - et même probable - que les deux facteurs (vieillesse de la population et digitalisation de l'économie) se conjuguent pour atténuer la croissance et surtout la quantité de travail.

L'histoire recense de très nombreux exemples de bouleversements économiques et technologiques qui ont rapidement déplacé les centres de croissance d'une région, d'un pays ou d'un continent à l'autre.

Il est impossible de répondre à ces questions, encore qu'on puisse intuitivement pencher vers une inclinaison à la résignation, propre au vieillissement de la population, qui entretiendra un contexte de déflation.

Si cette navrante intuition est partagée, il faut tout sacrifier à la formation et à l'emploi des jeunes, plutôt que de s'agripper à des configurations sociales qui rappellent les rentes héritées.

Mais cette démarche ne comblera pas l'appauvrissement liée au tassement économique : les jeunes sont au chômage malgré la diminution relative de leur nombre par rapport à la population totale et malgré le départ anticipé des personnes âgées de la vie active.

Finalement, nous n'arrivons pas à absorber le baby-boom des années cinquante soixante dans une économie qui n'a pas suffisamment stimulé l'éducation, entrepreneuriat et l'innovation.

La déflation mettrait les banques en difficulté

Posté le 13 septembre 2014 par *Bcolmant*



NOTE DE NYOUZ 2 DÉS À Monsieur Colmant : Comme le dit Bill Bonner « l'économie n'est pas une manette qu'il suffit de déplacer pour obtenir de l'inflation ou de la déflation ».

Dans de récentes interventions, certains économistes s'insurgent contre les interventions de la BCE qui constitueraient des rustines destinées à éviter qu'un système bancaire, encore en convalescence, fonctionne de manière sous-optimale.

La BCE agit pour injecter des liquidités dans l'économie et donc tenter de s'extraire du piège de la déflation, lui-même aggravé par le niveau insoutenable des dettes publiques.

Je crois que ces économistes se trompent lourdement.

En effet, la monnaie, créée par la BCE, n'est qu'un étalon de mesure, un rapport d'échange entre des biens.

La monnaie n'est donc pas la valeur, elle se borne à la représenter.

Par ailleurs, quand un pays s'endette, il endette les prochaines générations dont la prospérité est empruntée pour assouvir le bien-être de la génération contemporaine.

Lorsque les dettes publiques sont trop importantes, c'est leur représentation qui doit s'adapter.

Et, de manière simpliste, on a le choix entre deux voies.

La première, que je qualifie de déflationniste, conduit à conserver le pouvoir d'achat de la monnaie, mais à imposer un défaut aux créanciers des Etats. Ces créanciers sont essentiellement des banques et des compagnies d'assurances.

L'autre voie est inflationniste. Il ne s'agit pas faire défaut mais de déprécier la monnaie.

Aujourd'hui, les erreurs de jugements des autorités européennes ont conduit à choisir la voie déflationniste qui va mettre les actionnaires (pas les déposants)

du secteur financier en très grande difficulté.

Car derrière la déflation, il y a l'étatisation des banques ou leur mise sous tutelle étatique, comme ce fut observé au Japon. Il y a aussi des taux d'intérêt trop bas et un risque de défaut de dette publique que les banques des pays faibles du Sud de l'Europe vont devoir absorber.

L'inflation, qui est désormais recherchée par la BCE, permettrait théoriquement de sauver le système bancaire

La BCE a raison. Il faut ré-inflater l'économie. C'est la seule solution intelligible.

Deutsche Bank: 'Seule une bulle peut maintenir le système financier actuel'

par Audrey Duperron · 12 sept. 2014 Express.be



Jim Reid et son équipe de la Deutsche Bank ont mené une étude de long terme sur les rendements de différentes classes d'actifs sur les marchés financiers, et ils concluent que sur les deux dernières décennies, les marchés financiers ont, d'une certaine manière, entretenu des bulles, parce qu'ils en avaient besoin :

Sur la dernière paire de décennies, l'économie mondiale a vogué de bulle en bulle avec des excès qui n'ont jamais eu la possibilité de

s'atténuer. Au lieu de cela, des réponses politiques agressives les ont encouragés à produire de nouvelles bulles. Ceci a contribué à faire du système financier moderne tel que nous le connaissons un sujet d'inquiétude permanente ».

Selon les auteurs, ce serait sur le marché des obligations souveraines que ces bulles seraient les plus évidentes. [Ainsi, les taux d'intérêt sur les marchés européens sont au plus bas depuis un demi-millénaire.](#)

Ils affirment que ce marché n'est pas sur le point d'éclater, mais que cette bulle est une condition nécessaire pour maintenir le système actuel de gestion des crises, qui a produit beaucoup de dette publique sur les deux dernières décennies.

« L'inquiétude, c'est que cette bulle ne peut aller nulle part, étant donné qu'elle est maintenant entre les mains des prêteurs de dernier ressort (gouvernements et banques centrales avec des régulateurs qui s'assurent que les autres grands acheteurs demeurent captifs). », écrivent les économistes. Ils ajoutent:

Bien que nous pensons que cette bulle a besoin de se maintenir pour assurer la solvabilité du système financier actuel, le scénario le plus optimiste serait qu'elle éclate lentement au fil du temps au travers de rendements réels négatifs pour les porteurs d'obligations. Le scénario le plus pessimiste étant une restructuration future. »

La bulle doit donc se maintenir pour assurer le maintien du système financier global actuel, et le désendettement qui devra être effectué à l'avenir.

Cependant, comme les taux d'intérêt ont tendance à continuer de baisser dans une grande partie du monde, pour partie en raison d'une croissance faible, et que l'endettement public tend à se développer, il est peu probable que les porteurs d'obligations souveraines ne réalisent un profit sur le moyen ou le long terme, car celui-ci pourrait être entamé par l'inflation, ou, plus radicalement, par une restructuration.

« [Ce que personne ne dit, c'est que ce sont seulement les 1% qui bénéficient de la bulle](#) », écrit [Zero Hedge](#). « La richesse et les revenus de tous les autres obtiendront progressivement moins de bénéfices, ainsi que la Fed a été forcée de l'admettre, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus rien ».

En 2050, la météo sera présentée comme un film de science-fiction apocalyptique

par Arnaud Lefebvre · 12 sept. 2014



En 2050, la présentation de la météo ressemblera à un véritable film de science-fiction dans lequel les inondations, les sécheresses et les vagues de chaleur intense auront la vedette. Ce panorama peu enchanteur, rapporté par **Motherboard**, est illustré dans une courte séquence vidéo élaborée par The Weather Channel et les Nations Unies, collaboration qui fait partie d'un projet de l'Organisation météorologique mondiale (WMO) afin de sensibiliser l'opinion publique aux dangers imminents du changement et du réchauffement climatiques.

Trois présentateurs éminents de The Weather Channel, Sam Champion, Jim Cantore et Stephanie Abrams, ont participé à la création de cette vidéo. Dans celle-ci, Jim Cantore, les genoux dans l'eau, rapporte **l'inondation fictive de de Miami**. Cette inondation est le résultat d'une tempête qui, bien que présente à des centaines de kilomètres de la côte, a un impact dévastateur sur la ville à cause de l'élévation du niveau de la mer provoquée par le changement climatique. Parallèlement, une vague de chaleur s'abat sur Chicago, une méga-sécheresse est annoncée sur le sud-ouest des Etats-Unis alors que **l'économie de l'Arctique est en plein essor**.

« Les prévisions météorologiques fictives de The Weather Channel pour le milieu du siècle sont **l'un des plaidoyers les plus convaincants jamais réalisés autour de la menace du changement climatique** », écrit le journaliste américain spécialiste du climat Andrew Freedman.

« La vidéo témoigne également d'un changement de stratégie de la part de The Weather Channel, qui a ignoré le phénomène du changement climatique

par le passé et qui a commencé à le couvrir davantage ces deux dernières années ». « Le contenu de la vidéo montre aussi les effets exacts du réchauffement climatique prévus par les climatologues si les émissions de dioxyde de carbone ne sont pas considérablement réduites ».

Désormais, la Russie limite aussi ses livraisons de gaz à l'Autriche

par Audrey Duperron · 14 sept. 2014



Après la Pologne, c'est l'Autriche et la Slovaquie qui ont rapporté avoir constaté des baisses de volumes des livraisons de gaz en provenance de la Russie. La semaine dernière, le monopole gazier polonais PGNiG avait indiqué que la compagnie russe Gazprom avait réduit de 20% les flux de gaz qu'elle lui a livrés le lundi, puis de 24% le mardi. En Autriche, l'opérateur de l'énergie E-Control affirme que la fourniture de gaz a été réduite de 15% le 11 septembre ; en Slovaquie, les livraisons de gaz auraient aussi été réduites de 10%. Cependant, le fournisseur de gaz russe, Gazprom, n'a pas confirmé ces réductions, et on ne sait donc pas si elles sont motivées par des raisons techniques ou politiques.

Selon Bernhard Painz d'E-Control, il se pourrait que la Russie soit en train de remplir ses propres réserves de gaz, ce qui signifie qu'il y a moins de gaz disponible pour l'exportation. En outre, le fournisseur d'énergie autrichienne OMV a indiqué que ses partenaires russes leur avait fait part de leur intention de réduire le débit de gaz fourni.

Selon certains hommes politiques autrichiens et polonais, cependant, les motivations de Gazprom seraient politiques. Selon eux, le président russe Poutine a utilisé les livraisons de gaz vers les pays d'Europe centrale et orientale comme un moyen de pression. En particulier, les exportations de

gaz russe à l'Ukraine ont été suspendues depuis le mois de juin en en raison du conflit régional avec les séparatistes pro-russes dans l'est du pays et d'[une série de factures impayées](#).

Pour compenser le gaz qu'elle ne reçoit plus de la Russie, l'Ukraine a cherché à se fournir auprès de l'UE, et notamment au moyen de flux inversés, autrement dit, en se faisant livrer du gaz russe réexporté par la Pologne, la Hongrie ou la Slovaquie. La compagnie de gaz russe Gazprom s'est déjà plainte de ces réexportations, qu'elle qualifie de « mécanisme semi-frauduleux », et la Russie avait déjà menacé de réduire les volumes de gaz fournis aux pays européens et de limiter les livraisons à leur consommation domestique pour les empêcher de réexporter le reliquat vers l'Ukraine.

Les Polonais ont d'ailleurs suspendu ces flux inversés vers l'Ukraine dès qu'ils ont constaté qu'ils recevaient moins de gaz que d'habitude.

La Commission Européenne a invité les ministres de l'énergie russe et ukrainien à Berlin pour qu'ils puissent dialoguer ensemble et régler ce différend la semaine prochaine à Berlin. Mais la Russie n'a pas encore accepté de participer à ces négociations.

[Les analystes de Bank of America, Merrill Lynch et PricewaterhouseCoopers estiment que la Russie tente d'utiliser le gaz comme un atout dans les négociations](#) avec l'Ukraine et l'UE. En outre, la Russie chercherait aussi à rappeler aux petits pays d'Europe orientale qui se trouvaient dans sa sphère d'influence au cours du siècle passé qu'elle peut encore poser une grave menace pour leur économie.

Krzysztof Bobinski, un analyste politique basé à Varsovie a expliqué à l'AFP que les Russes utilisent ces baisses de livraisons à titre d'avertissement vis-à-vis de l'UE :

Grosso modo, ils disent : +Il fait toujours bon, l'hiver n'est pas encore sur nous, mais n'oubliez pas que nous avons cette arme.+ »

Les médias sont-ils devenus fous ?
Publié par medisma sur 13 Septembre 2014, 20:07pm

Medias, propagande et aliénation de l'esprit critique



Stop



assez de mensonges

*"Nous avons demandé à **Marc Suivre** si ce sujet, particulièrement adapté à son humour caustique et à son franc parler, lui inspirait quelque réflexion. Voici sa réponse.*

En creusant le sujet, et notre cervelle par la même occasion, on commence par se demander, avec insistance : pourquoi « *devenus* » ? Les journalistes, à bien y regarder, ne comptent pas au nombre des personnes les plus saines d'esprit de ce pays. Leurs réflexes sont pavloviens. Ils sont toujours prompts à dénoncer chez les autres ce qui est la règle chez eux : recrutement opaque, copinage, promotion canapé, promiscuité incestueuse avec les politiques, passion pour la stigmatisation ... j'en passe et des meilleurs.

Alors oui, nos médias sont à la masse et ce phénomène s'amplifie à mesure que, la crise aidant, le modèle qu'ils tentent de nous imposer depuis les années Mitterrand prend l'eau de toute part.

De l'ombre à la lumière

Pour mieux comprendre la folie des journalistes, il faut comprendre deux choses. La première c'est qu'ils sont beaucoup plus à gauche que la population qu'ils sont supposés informer. La seconde qui découle – oh surprise ! — de la première, c'est l'obsession du politiquement correct qui sert de boussole à tout ce petit monde endogame.

Tout commence en 1981 avec l'arrivée de « *Tonton* ». Avant, nous vivions dans l'ombre de la dictature Giscard-Gaullienne (c'est bien connu) et l'odieuse censure empêchait nos braves Rouletabilles de laisser libre cours à leurs penchants progressistes. Tous ceux qui ont vécu cette période savent ce que ce « *story telling* » a d'inepte. Une légende (traduction française de l'insert anglo-saxon précédent) a beau être idiote, plus elle est répétée, plus elle prend corps. Surtout, à mesure que disparaissent les témoins susceptibles de l'infirmier, elle tend à devenir une vérité. Le baratin autour de la *libération* qu'a représenté le 10 mai 1981 n'existe, en réalité, que pour masquer la chasse aux sorcières éhontée entreprise, dans la profession, par les socialistes et leurs affidés dans les années qui ont suivi « *le passage de l'ombre à la lumière* ». Mais chut ! C'est le secret le mieux gardé de la France soviétique.

Les journalistes de droite, traités comme de vulgaires collabos, ont été pourchassés *jusqu'au fond des toilettes* de leurs rédactions respectives (pour reprendre une image russe qui a fait florès). Une dictature de la bien-pensance s'est alors installée, parallèlement à la montée du Front National. Tout ce qui ne *pensait pas comme il fallait*, était accusé de complaisance avec les *zheures-les-plus-sombres-de-notre-histoire* et partant décrété *infréquentable, raciste*. Aux Zélotes la fortune et la gloire télévisuelle (Canal+ est le temple des fidèles), aux mécréants la déchéance, l'opprobre et la ruine (Cinq you la Cinq).

La droite la plus bête du monde

Revenue au pouvoir, la droite – avec le courage qui la caractérise – décréta la forteresse imprenable, reculant devant les procès d'intention des profiteurs

susdécrits. Elle abandonna donc bien vite l'idée de débolchéviser la presse. Il ne fallait pas donner l'impression de prendre une revanche (la gauche oui, la droite non). Pire, à mesure qu'elle renonçait à appliquer ses idées, la droite française se jetait dans la gueule beuglante de ses ennemis. Eh oui, quant il devient indispensable de cacher ses renoncements successifs, la com' remplace l'action et il faut bien entrer dans les bonnes grâces des plunitifs (qui n'en espérait pas tant) pour faire croire aux naïfs qui vous ont élus que vous agissez, alors qu'en réalité vous ne faites que vous agiter.

Il n'est plus question à droite - et depuis bien longtemps - d'appliquer des idées que l'on a d'ailleurs de moins en moins. L'indigence programmatique qui tient lieu de « *viatique* » à l'UMP ne s'explique pas autrement que par les renoncements successifs de ses « leaders ». Ils ont tous plié devant la dictature du *politiquement comme il faut* exercée par les journalistes. Nos « *grands* » Hommes ont longtemps été persuadés, par leurs attachés de presse respectifs, qu'il fallait « *composer avec la sensibilité des médias* » (comprendre : être de gauche) pour faire passer un « *message* » (comprendre : espérer être élu). Un message, du reste, de plus en plus vide de sens. Les « *communicants* » ont ainsi fabriqué des bêtes de concours agricoles, totalement déconnectées du pays réel, afin de plaire à des journalistes qui, eux, vivent sur Mars. Rien d'étonnant, dans ces conditions que Juppé soit à ce point adulé par les médias. Il est la quintessence de l'esprit munichois de la droite française qui a tout abandonné à l'adversaire, pour s'excuser de ne pas être de gauche.

L'économie ou la lutte des classes

Si vous en doutez, demandez-vous pourquoi Chirac, puis Sarkozy ne sont jamais revenus sur ces trente-cinq heures qu'ils ont pourtant, tous les deux en leurs temps, dénoncés pour ce qu'elles étaient : un gouffre financier. Car il n'y a pas qu'en matière politique que le conformisme journalistique agit. La relation qu'entretiennent nos médias à l'économie de marché est aussi réaliste que celle qui unit Chavez au progrès social et elle explique très bien pourquoi la droite n'a jamais dépassé son horizon étatiste, malgré l'échec patent de notre « *modèle social* ».

Le marché est, en France pour les journalistes, un instrument démoniaque d'aliénation là où, partout ailleurs sur la planète, il est un simple lieu de rencontre entre l'offre et la demande. Chez nous, le présenter ainsi est *un*

péché contre l'esprit des lumières, une preuve de votre affiliation aux puissances de l'argent bref, une pensée déviante. Vous aurez certainement remarqué que, dans nos journaux, les libéraux et le libéralisme n'apparaissent que nantis du préfixe « *ultra* ». Bien peu nombreux sont, du reste, les lecteurs qui saisissent l'allusion à la Restauration (la période de l'histoire de France, pas le complément à l'hôtellerie) et à la Chambre introuvable (là encore rien à voir avec le guide Michelin). Peu importe la culture, seul compte le résultat et les « *ultras* » sont plus communément assimilés à l'outrance. Si les trains déraillent ou se rentrent dedans en Grande Bretagne c'est la faute à l'ultralibéralisme alors que chez nous ... C'est la faute à pas assez de service public ! Attentifs comme vous l'êtes vous aurez sûrement remarqué que ce terme *d'ultra* ne s'applique jamais à l'islamisme qui n'est qu'une version un tout petit peu excessive d'une Religion fondée, par ailleurs, sur *la paix et la tolérance*... Comme le constatent quotidiennement les chrétiens d'Orient.

Si les journalistes *ultracisent* à qui mieux mieux tout ce qu'ils se sont donnés pour mission de détester et de faire détester, c'est qu'en France, depuis les Jacobins : *il n'y a pas de liberté pour les ennemis de la liberté*. Appliqué à l'économie politique ça donne le discours du Bourget délivré par Pépère, lors de sa campagne présidentielle. Ce tissu d'âneries n'a pas eu d'autre raison d'être que celle de broser dans le sens du poil, tous les *résistants en peau de lapin* que compte notre classe jactante. La presse française se voit, en effet, pelle mêle comme héritière et garante :

- de la Révolution
- des Droits de l'Homme
- des acquis sociaux
- du Service Public

Le tout se résumant dans l'indépassable droit d'en foutre un minimum pour un profit maximum et son corollaire : le droit légitime de l'Etat à pomper toutes les ressources disponibles afin de garantir que ce bordel ne cesse jamais. Dans ces conditions, il n'y a rien d'étonnant à ce que tout ce que ce milieu compte de buses se soit mis à idolâtrer *l'andouille de Tulle* quand ce dernier déclara que *son ennemi c'était la finance* et à ce qu'ils aient applaudis, comme le premier crétin des alpes venu, devant le projet — forcément génial — de taxer à 75 % tous ceux qui touchent plus d'un million

par an.

Internet voilà l'ennemi

Pareil aveuglement partisan conduit généralement à un réveil brutal car on ne peut pas impunément diverger sans arrêt du quotidien de ses contemporains. Pourtant, comme il est plus doux de rêver, nos médias refusent obstinément de se réveiller et avalent force Temesta pour y parvenir. Sous nos latitudes ce médicament est prescrit par l'Etat sous le nom générique *d'aides à la presse*.

Les lecteurs d'une presse à sens quasi unique désertent les journaux à mesure que grandit le fossé entre ce qu'ils voient et ce qu'ils lisent. Nous réussissons ce tour de force inouïe d'avoir une presse d'autant plus subventionnée par l'Etat qu'elle perd des lecteurs par wagons entiers. Au nom de la « *liberté d'informer de désinformer* », l'État paye grassement des journalistes, avec nos sous, pour nous écrire la légende d'un pays qui n'existe plus. Il en va de même sur les radios et à la télévision. À défaut de pluralisme, vous ingurgitez la même soupe faite de bons sentiments, très dans l'air du temps. L'audiovisuel ne vous informe plus qu'à la marge, mais en revanche vous rééduque vigoureusement. Aux spots de pubs de tous les ministères inutiles qui vous somment de manger 5 fruits et légumes par jour, s'ajoutent les campagnes destinées à vous faire accepter votre condition de délinquant de la route en puissance ou votre statut d'exploiteur des rares ressources de la planète. Toutes ces campagnes onéreuses sont autant de subventions publiques glissées dans les poches profondes des « entrepreneurs » du *spectacle* de l'information et destinées à compenser les pertes dues à l'érosion continue de l'audience, consécutive à la montée en puissance d'Internet.

Car nos propagandistes ne s'y sont pas trompés. La vraie menace sur leur rente de situation ne vient pas du grand soir hypothétique d'une droite dotée des attributs de virilité nécessaires au nettoyage des écuries d'Augias. Non de ce côté là il n'y a rien à craindre des eunuques du sérail ! Le grand danger vient de cette nébuleuse incontrôlable qu'est l'internet. Pensez, tout un chacun peut prendre la plume et rapporter les faits sans les *précautions d'usages* œillères réglementaires dont sont dotés les journalistes « *professionnels* ». Les Français se passionnent pour ces nouveaux médias, moins prompts à leur cacher ces vérités qui ne sont jamais bonnes à dire. Il convient donc, dans la logique liberticide qui préside à la préservation de tout

monopole national, de « réguler » Internet. Les plus allants de nos « *combattants de la liberté* » par le stylo bille vont même jusqu'à louer le gouvernement chinois pour ses aptitudes libérales en matière de contrôle du web.

C'est ainsi que nous en arrivons à des aberrations qui font qu'une candidate éphémère du Front National, primo délinquante, se voit condamnée à 9 mois de prison fermes pour injure raciale sur internet, pendant que l'on relaxe quantité de dealers, voleurs et violeurs en tous genres. Le tout sous les applaudissements, presque unanimes, des plumitifs qui tiennent enfin leur « *bête immonde* ». Dans la même semaine, les jeunes victimes du *racisme intrinsèque de la société française* attaquent des synagogues et mettent nos quartiers à feu et à sang aux cris de « *mort aux juifs* » (slogan oh combien humaniste et original, on en convient), au nom d'une guerre qui se déroule à plus de 4 000 kilomètres. Pour nos journalistes, la cause est entendue : c'est la faute à Internet. Pas un d'entre eux pour s'interroger sur le fait qu'il y a à peine un an, on emprisonnait préventivement des pères de famille qui avaient le mauvais goût d'arborer un pull siglé d'une famille stylisée se tenant par la main. Pas un pour se demander pourquoi le ministre de l'Intérieur de l'époque mobilisait des effectifs démesurés pour encadrer des manifestations pacifistes et pourquoi, le même, devenu Premier ministre s'est montré incapable d'empêcher le déroulement de manifestations propalestiniennes qu'il avait pourtant interdites ?

Nos journalistes sombrent dans la schizophrénie la plus avancée, à force de ne voir le monde qu'avec le côté gauche de leur cerveau. On ne compte plus les jours sans que nos médias ne nous enfument avec des histoires à dormir debout afin d'être sûr de ne pas parler des sujets qui préoccupent les Français. Il est d'ailleurs cocasse que journaliste soit la profession la plus mal considérée par nos compatriotes, juste après celle de politicien. Dans ces conditions, il n'est plus besoin de s'interroger bien longtemps. Oui nos médias sont fous et ça ne va pas en s'arrangeant."